

Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud

Kamala Marius

► **To cite this version:**

Kamala Marius. Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud. Margaret Maruani. Je travaille, donc je suis. Perspectives féministes, La Découverte, pp.228-237, 2018, Recherches, 9782707199706. halshs-02143692

HAL Id: halshs-02143692

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02143692>

Submitted on 29 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Genre, travail et empowerment.

Un exemple en Inde du Sud

Kamala Marius¹

En Inde, l'activité féminine revêt des formes multiples : activités agricoles et non agricoles, salariat industriel, activités formelles et informelles, micro-entrepreneuriat. En dépit d'une libéralisation économique amorcée dans les années 1980 et d'une stratégie de croissance (autour de 7 %) qui auraient dû faciliter l'émergence du salariat industriel féminin, on assiste plutôt à une informalisation massive du travail des femmes. Ces processus d'informalisation qui surviennent dans le cadre de la mondialisation néolibérale estompent de plus en plus le clivage formel/informel, notamment à travers la sous-traitance et l'externalisation. D'où un haut degré de fluidité entre les activités formelles et informelles, ce qui aboutit à différents degrés de précarité, d'insécurité et de vulnérabilité [Marius, 2016a].

Un tiers seulement des femmes en âge de travailler occupe un emploi en Inde, alors qu'au Brésil, par exemple, deux tiers des femmes sont actives [OCDE, 2014]. Contrairement aux autres pays émergents, le taux d'activité des femmes indiennes recule depuis dix ans, tandis que celui des hommes reste stable. En effet, sur les 127,3 millions de femmes actives recensées, 90 % d'entre elles travaillent dans le secteur informel qui inclut l'autoemploi (*self employment*) et le travail occasionnel (*casual labour*). Elles sont surreprésentées dans les emplois agricoles peu productifs, dans le secteur manufacturier traditionnel à petite échelle et dans les services tels que l'éducation et les emplois domestiques.

La participation des femmes actives est nettement inférieure à celle des hommes dans les zones urbaines et rurales. Le taux d'activité des femmes de plus de 15 ans en Inde est à peine 21 % dans les zones urbaines et 36 % dans les zones rurales comparativement à 76 % et 81 % respectivement dans le cas des hommes. Très présentes dans le travail non rémunéré – elles effectuent 10 fois plus de « tâches ménagères » que les hommes – et dans les emplois à faible productivité comme dans l'agriculture (75 % contre 59 % pour les hommes), elles représentent moins de 38 % de tous les emplois techniques professionnels. Indépendamment du niveau professionnel, les femmes perçoivent un salaire en moyenne 30 % inférieur à celui de leurs homologues masculins [Ghani, 2017].

Afin d'aller au-delà de ces statistiques connues, il m'a paru intéressant d'analyser l'impact du travail des femmes en termes d'*empowerment* grâce à une analyse intersectionnelle à l'aune des articulations entre rapports de genre, de caste, de communauté religieuse et d'inscription territoriale en Inde du Sud. À titre d'exemple, l'industrie du cuir en pays tamoul procure des

¹ Les Afriques dans le Monde (UMR 5115), Talence. Maitresse de Conférences (HC) HDR en Géographie à l'Université de Bordeaux Montaigne et Chargée de cours à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg.

emplois aux femmes tant dans les villes que dans les villages environnants. Cette reconfiguration des espaces économiques associée à la mondialisation a-t-elle contribué ou non à une transformation des rapports de genre ? On verra comment ces transformations comportent des possibilités (toutefois limitées) d'*empowerment* des femmes et redessinent certaines des hiérarchies au centre desquelles se trouvent les femmes, aussi bien au foyer qu'au travail.

En tant que géographe féministe transnationale travaillant sur les questions « genre et travail » sur le terrain privilégié qu'est pour moi l'Inde du Sud, je me réfère ici, sur le plan théorique, aux *postcolonial studies* et plus précisément aux méthodologies intersectionnelles. À travers le cas des ouvrières d'un district industriel du cuir en Inde du Sud, j'analyserai les impacts de ces formes d'activités en termes d'*empowerment* et de nouveaux enjeux de genre.

Empowerment et intersectionnalité, des outils théoriques pour la recherche féministe postcoloniale ?

C'est surtout en réaction et en rupture avec le féminisme « blanc », hégémonique, que sont apparues les théories féministes postcoloniales. En effet, la principale critique formulée à son égard est de ne pas avoir entendu les voix des femmes noires, latino-américaines, arabes, asiatiques. Elles lui reprochaient de ne pas prendre en compte les dimensions de race, de classe et de sexualité des rapports de genre, et de refuser d'intégrer ces dimensions à ses analyses et à ses agendas politiques.

Des figures de proue du *Black feminism*, notamment Angela Davis [1981], avaient, d'une certaine manière, soulevé le problème de l'oppression intersectionnelle avant de le formaliser en tant que tel. Au-delà d'une reconnaissance de la multiplicité des systèmes d'oppression (racisme, sexisme, de classe) conceptualisé par Patricia Hill Collins [1990] à travers les « matrices des oppressions », la juriste Kimberle W. Crenshaw [1993] choisit l'intersectionnalité comme paradigme. Ce paradigme de l'intersectionnalité dans un contexte de domination propose de penser ensemble les rapports sociaux de genre, de caste, de classe, de communauté, partant du principe que les principaux systèmes d'oppression sont *interlocked* (inter-reliés). L'intersectionnalité « coïncide avec le besoin de problématiser l'hégémonie théorique du genre et les exclusions du féminisme occidental blanc, tout en offrant une plateforme pour la théorie féministe comme entreprise commune » [Davis, 2015].

Longtemps dominée par les féministes anglo-saxonnes travaillant sur les pays du Sud, la construction du champ de savoir « genre et développement » se nourrit aujourd'hui des études des collègues féministes postcoloniales et transnationales qui ont fait progresser la réflexion

« Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud. » Kamala Marius

sur la nécessité d'une approche intersectionnelle enchâssant les catégories d'analyse de genre, de classe, de race, de caste et de communauté.

Dans le contexte de globalisation impliquant une délocalisation massive des industries manufacturières et une féminisation du prolétariat et du travail informel, cette division genrée du travail créant une dévalorisation du travail des femmes a redonné un contenu analytique aux liens entre production des marchandises et services et reproduction sociale.

Ester Boserup, dans *Womens's Role in Economic Development* [1970], a été la première économiste à aborder le travail des ouvrières agricoles des pays du Sud en mettant en avant leur marginalisation dans les systèmes agraires et la nécessité de prendre en compte leur travail invisibilisé dans les statistiques.

C'est à la réflexion sur le genre qu'on doit sans doute la prise de conscience de la division du travail la plus fondamentale dans la plupart des sociétés, à savoir la division entre le travail de production et le travail de reproduction. En effet, la distribution selon le genre des activités économiques et sociales met en évidence une asymétrie fondamentale. Les femmes assument l'essentiel des activités, peu ou pas rémunérées et faiblement reconnues socialement, de reproduction, de production de biens et de services à petite échelle ou pour de faibles revenus, et, à l'échelle collective, les « activités communautaires de base », liées à leur rôle stratégique dans la gestion de la « vie quotidienne ». Le cumul de ces trois rôles représente une contribution considérable des femmes à la vie sociale et, paradoxalement, souvent un frein à leur liberté et à leur indépendance.

Afin de mieux comprendre ce paradigme de recherche de l'intersectionnalité, il me paraît intéressant d'y associer un outil conceptuel performant, à savoir l'*empowerment* inspiré de l'approche « genre et développement ». Les féministes postcoloniales ont tenté de déconstruire une certaine image de la femme du Tiers Monde, celle d'une femme impuissante (*powerless*), victime, vulnérable, non éduquée, traditionnelle qui ne serait pas sujet de son histoire : la déconstruction de l'image coloniale de « la femme du Sud » permet de s'interroger sur la construction de l'individu en tant que sujet – homme et femme – de sa propre histoire. Ce concept a une résonance particulière dans un contexte de mondialisation à l'origine d'une flexibilisation de la production industrielle et du travail. Ces nouvelles opportunités économiques dans le secteur secondaire et tertiaire peuvent-elles offrir à ces femmes une reconnaissance nouvelle et des espaces de liberté qu'elles peuvent négocier au sein du ménage, de la communauté ? Réfléchir aux rapports entre nouvelles activités économiques, d'une part, et négociation du pouvoir au sein des espaces privés et publics, d'autre part, peut être une approche intéressante pour approfondir la question de la construction sociale du genre.

Même si les origines de la notion d'*empowerment* sont multiples et semblent remonter au mouvement *Black power* des années 1970, c'est aux mouvements féministes des pays du Sud, notamment de l'Inde, que l'on doit l'apparition formelle du terme *empowerment* dans le champ du développement international. Pour les féministes indiennes de Development

Alternatives with Women for a New Era (DAWN), le renforcement du pouvoir des femmes ne passe pas uniquement par l'accès à un revenu et par la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, c'est-à-dire les intérêts pratiques ou ceux qui touchent à la survie. Il passe aussi par la réalisation des intérêts stratégiques, c'est-à-dire par un changement radical des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le genre, mais aussi selon l'origine ethnique, la classe et la caste, afin d'établir des relations égalitaires dans la société. Ainsi, les féministes vont populariser le concept d'*empowerment* en partant du principe qu'il s'agit d'un processus de transformation multidimensionnel, *bottom-up*, qui permet aux femmes ou aux pauvres de prendre conscience, individuellement et collectivement, des rapports de domination qui les marginalisent.

Il est important d'adopter une vision dynamique de l'*empowerment* qui n'est pas un état à atteindre, mais un processus complexe et non linéaire, pouvant prendre des formes très variées, au cours duquel les femmes acquièrent ou étendent leur droit de parole, leur reconnaissance sociale et leur pouvoir d'action. Il est également crucial de souligner la spécificité contextuelle de l'*empowerment* qui est fonction, d'une part, de la conjoncture socioculturelle et politique et, d'autre part, de la volonté des femmes elles-mêmes : il est impossible de renforcer leur pouvoir d'action si elles ne le souhaitent pas. Ce constat pose le problème de leurs aspirations et de leur capacité d'expression, notamment si elles sont fortement et depuis longtemps soumises.

Cependant, avec sa cooptation progressive par les institutions internationales de développement, l'*empowerment* a été vidé du sens que lui ont donné les féministes. Le succès de ce concept a eu des effets contradictoires. Ainsi, dans l'approche féministe, l'*empowerment* est lié à des valeurs comme celles de justice, redistribution, changement social et pouvoir des « gens d'en bas », alors que, dans l'approche néolibérale, l'*empowerment* se trouve lié dans une « chaîne d'équivalence avec la croissance économique, l'investissement, le marché libre, le choix rationnel, l'opportunité individuelle, l'entrepreneuriat et la propriété » [Bacqué et Biewener, 2013, p. 97]. Au final, l'intérêt de l'intersectionnalité est de pouvoir « rassembler deux courants importants de la pensée féministe contemporaine qui se sont intéressés pour diverses raisons à la question de la différence. Le premier courant s'est consacré aux effets de la race, de la classe et du genre sur les identités, les expériences et les luttes des femmes pour l'*empowerment* » [Davis, 2015].

L'exemple d'un district industriel du cuir en pays tamoul

Dans le nord du pays tamoul, la moyenne vallée de la Palar concentre aujourd'hui près de 50 % de la production de cuir de l'Inde. Cette industrie constitue la base productive de certains des plus grands exportateurs indiens de cuir et de chaussures. Bâtie sur une tradition séculaire dans le secteur de la tannerie, la production s'est diversifiée depuis une trentaine

« Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud. » Kamala Marius

d'années vers des activités à plus haute valeur ajoutée. Les mutations socio-économiques s'accompagnent d'une « flexibilité » croissante, caractérisée par la fragmentation des unités de production, la banalisation de la sous-traitance et la précarisation de l'emploi pour une main-d'œuvre essentiellement féminine. Aujourd'hui, les femmes représentent la grande majorité des ouvrières du cuir, tandis que les rares hommes présents occupent plutôt les postes d'encadrement de la production. On estime que les usines de chaussures de la vallée de la Palar emploient près de 15 000 femmes. En revanche, les hommes sont au chômage et sont obligés de migrer en ville, notamment dans le secteur de la construction.

Si, au début des années 2000, on pouvait considérer que 80 % des femmes de notre échantillon (296 ouvrières du cuir) travaillaient dans le secteur formel, d'autant qu'elles bénéficiaient de primes annuelles à l'occasion des fêtes principales, il semble que ce soit moins le cas actuellement, comme je l'ai observé ces dernières années. On remarque en effet une informalisation massive du travail dans les usines de chaussures ainsi qu'un développement de l'emploi temporaire, d'où le faible nombre d'employé·e·s permanent·e·s, biaisant ainsi les statistiques officielles. À l'inverse des employé·e·s temporaires qui ne bénéficient d'aucun avantage, les employé·e·s permanent·e·s peuvent prétendre à une prime annuelle, des jours de congé...

Les revenus de ces jeunes femmes sont donc en général des revenus nécessaires à la survie de la famille (nucléaire ou étendue) : c'est le cas de notre échantillon, 76 % des femmes contribuent à la survie de la famille. De plus, nous avons rencontré plusieurs jeunes femmes qui étaient les seules à travailler pour nourrir leur famille, les conjoints étant soit au chômage, soit partis sans laisser d'adresse.

Lors de mes enquêtes, j'ai pu observer que l'extrême pauvreté parmi certains membres de la communauté musulmane a contraint des familles à envoyer leurs filles en usines de chaussures, alors que les femmes sont en principe soumises au *purdah* (claustration). Ainsi, afin d'éviter le regard des hommes, les femmes de cette région portent la *burqah* (cape noire recouvrant le corps de la tête aux pieds) dès qu'elles sortent de leur quartier pour aller à l'usine. Grâce à la *burqah*, les jeunes filles dès l'âge de 16 ans peuvent travailler en usine. La solidarité de communauté (les employeurs sont souvent musulmans) fait qu'on ne leur demande pas un niveau d'études minimum (équivalent du brevet).

Si les mères de famille qui travaillent le font souvent dans une stratégie de survie, certaines y ajoutent une volonté d'améliorer le sort de leurs enfants et de leurs filles, notamment dans la communauté chrétienne.

Au-delà d'une stratégie de survie, c'est la perspective de constituer une dot qui pousse les jeunes femmes célibataires, quelles que soient leur caste et leur communauté religieuse à aller travailler en usine. Et dans ce contexte patriarcal, l'augmentation du salariat féminin, même avec l'exploitation accrue qu'elle implique, est perçue comme un facteur d'*empowerment* économique, social et spatial. Par ailleurs, dans un contexte de chômage saisonnier important, il n'est pas rare de trouver tous les membres féminins de la même famille en usine. Le fait que

leurs salaires constituent souvent l'unique revenu du foyer peut retarder l'âge du mariage. Aussi y rencontre-t-on des femmes hindoues et chrétiennes de plus de 25 ans non mariées, ce qui était exceptionnel avant l'implantation de ces usines dans ces zones traditionnelles. Certes, certaines d'entre elles tirent parti de cette situation pour retarder l'échéance du mariage, même si elles donnent presque l'intégralité de leur salaire à leur père. L'indépendance relative acquise au sein du foyer et les quelques loisirs possibles leur font redouter le mariage et les nombreuses contraintes imposées par la belle-famille.

En revanche, les femmes de castes moins défavorisées, qui aspirent à une ascension sociale par le mariage, arrêtent de travailler sans regret. Dans cette société patriarcale, les conventions sociales ont une influence très forte sur l'activité, et le fait de rester à la maison est souvent considéré comme le signe d'un statut social élevé [Klasen et Pieters, 2013]. Quant aux femmes de basses castes, bon nombre d'entre elles, notamment les plus pauvres, préfèrent travailler en usine pour échapper aux tâches domestiques et à l'enfermement ou pour éviter de travailler dans des secteurs encore plus mal rémunérés (notamment l'agriculture). Le fait de travailler et de fournir bien souvent le seul revenu fixe de la famille procure aux femmes qui travaillent en usine, un certain sentiment de fierté et une impression d'autonomie, financière notamment, qui s'accroît avec la possibilité de contracter des prêts en leur nom (par l'intermédiaire de l'usine où elles travaillent ou par des associations). Cette participation accrue à la vie économique familiale leur permet de percevoir leur position dans la famille comme une position active et non plus passive, soumise. Les femmes veuves ou abandonnées vivant seules avec leurs enfants à charge, semblaient très bien assumer cette situation autant socialement qu'économiquement. Certaines parmi elles, semblaient même mieux se « débrouiller » seules que lorsqu'elles vivaient avec leurs maris qui, pour la plupart, ne les épargnaient pas de coups et dilapidaient l'argent destiné au ménage en boisson. Grâce à une autonomie financière acquise par leur travail en usine et à une solidarité importante entre collègues de travail et voisines, elles semblaient mener une vie meilleure et n'étaient pas rejetées par la société.

La situation est différente pour les femmes musulmanes. Rares sont celles qui travaillent après leur mariage, sauf en cas de misère extrême ou de mésentente [Marius, 2016b].

Au final, le taux d'activité des femmes est plus élevé chez les pauvres et tend à diminuer à mesure que le revenu et le niveau d'instruction augmentent, à l'exception notable des femmes les plus instruites. En Inde, la courbe en U du taux d'activité des femmes en fonction du revenu du ménage et du niveau d'instruction semble indiquer que les facteurs non salariaux pèsent lourdement dans la faiblesse du taux d'activité des femmes. Une partie de la baisse du taux d'activité par rapport au niveau d'instruction peut s'expliquer par une offre de formation plus grande et de meilleures perspectives matrimoniales en fonction du niveau d'instruction, en particulier dans les zones urbaines [Klasen et Pieters, 2013].

« Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud. » Kamala Marius

Conclusion

En mobilisant de manière inédite un corpus théorique et conceptuel issu des études féministes – libérales et postcoloniales –, j'ai essayé de proposer des méthodes de recherche intersectionnelle qui permettent de démontrer comment les identités et les pratiques spatiales genrées impulsées par les nouvelles activités économiques se constituent en fonction de multiples variables dont la classe, le statut, l'âge, la communauté et la caste.

Les théories féministes postcoloniales (puisant leurs sources dans les *subaltern studies*) m'ont obligée à décentrer mon regard vers des territoires échappant aux oppositions eurocentriques et androcentriques [Verschuur, Guérin et Guétat-Bernard, 2015], et participer ainsi à la déconstruction des catégories normalisantes et homogénéisantes. Cependant, au stade actuel du développement de mon étude, il en ressort que le paradigme intersectionnel reste encore imprécis sur la question de l'autonomie des systèmes de dominations les uns par rapport aux autres, d'où la nécessité de poursuivre des recherches avec une mise à l'épreuve empirique plus explicite à travers de nouvelles méthodes d'enquête participatives et de nouveaux terrains en Amérique latine ou en Afrique. *A posteriori*, après une mise en perspective de mes recherches sur le travail des femmes (sur vingt ans) au prisme des outils théoriques et conceptuels, je me situe plutôt dans une « intersectionnalité réflexive et critique » [Bilge *in* Palomares et Testenoire, 2010, p. 62], évitant ainsi une approche cumulative simpliste des identités multiples. En effet, dans le cas des travailleuses du pays tamoul, obligées de travailler dans une stratégie de survie, il m'a paru difficile d'adhérer à une intersectionnalité normative qui mettrait sur le même plan toutes les dominations (genre, caste, classe, âge, communauté, lieux). À partir de ce contexte d'inégalités sociospatiales dans le pays tamoul, j'opte plutôt pour une intersection inégale des dominations avec la précarité du statut en matière d'emploi comme axe de domination ayant un poids important, déterminant sur les autres axes.

Croire que tout actif potentiel, notamment les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables, peut avoir un emploi en usine, être entrepreneure ou créer leur emploi participe avant tout au processus de mondialisation néolibérale avec ses effets néfastes. L'incitation à l'endettement des femmes relativement vulnérables économiquement, notamment dans un contexte d'inégalités structurelles, limite très fortement toute mobilité sociale.

Cependant, cette féminisation massive du travail industriel, au-delà de ses formes d'exploitations bien connues, a été porteuse d'*empowerment* en termes spatial, économique, social et politique, comme nous l'avons démontré à travers notre étude en pays tamoul [Marius-Gnanou, 2014]. Au-delà de la transformation des modalités de la mobilité, le travail a favorisé, dans une certaine mesure, de nouvelles identités de genre et une reconstruction des rapports de genre dans un contexte où les conjoints se retrouvent sans emploi et souvent contraints à la migration. Ainsi, la reproduction des inégalités de genre, de caste, d'âge et de situation socio-économique pose avec une acuité contemporaine la question de la justice de genre.

Le fait de confronter leurs expériences permet aux femmes de prendre conscience de la place qui leur est attribuée dans la société, et dès lors d'appréhender leurs droits : droit au respect de la part de leur mari et de leur belle-famille, droit de penser et de s'exprimer et de faire partie intégrante de la famille, droit à la propriété, à l'éducation, etc., en somme, la possibilité d'être considérée à l'égal de l'homme. Il semblerait que ces femmes prennent davantage la mesure de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas.

L'analyse fondatrice de l'intersectionnalité met en évidence l'incapacité des politiques publiques indiennes à prendre en compte le caractère multidimensionnel de la subordination à laquelle les femmes pauvres de basses castes sont soumises. Pour que l'*empowerment* reprenne son sens originel donné par les féministes, il faut pouvoir rééquilibrer les structures de pouvoir inégalitaires en associant davantage la société civile et/ou les syndicats et inciter l'État à investir davantage dans les politiques sociales et rendre les agences de développement plus responsables socialement.

Bibliographie

- Amelot Xavier et Kennedy Loraine, 2010, « Dynamique et recompositions territoriales, une industrie traditionnelle locale de l'Inde du Sud face à la mondialisation », *Annales de géographie*, vol. 1-2, n° 671-672, p. 137-155.
- Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole, 2013, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte.
- Boserup Ester, 1970, *Womens's Role in Economic Development*, Crows Nest, Allen & Unwin.
- Calvès Anne-Emmanuèle, 2009, « Empowerment, généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, n° 200, p. 735-759.
- Collins Patricia, 1990, *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, New York, Routledge.
- Crenshaw Kimberle, 1993, « Mapping the margins: intersectionality, identity politics, and violence against women of color », *Stanford Law Review*, vol. 43, p. 1240-1299.
- Davis Angela, 1981, *Women, Race and Class*, New York, Vintage Books. Davis Kathy, 2015, « L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe », *Les Cahiers du Cedref*, n° 20, <<http://cedref.revues.org/827>>.
- Ghani Ezas, 2017, « Gender discrimination defines India's economy », *Livemint*, <www.livemint.com/Opinion/u1fO2yEso9nYra5DdfXmeL/Gender-discrimination-defines-Indias-economy.html>.
- Klasen Stephan et Pieters Janneke, 2013, « What explains the stagnation of female labour force participation in urban India », *IZA DP*, n° 7597, <<http://ftp.iza.org/dp7597.pdf>>.

« Genre, travail et empowerment. Un exemple en Inde du Sud. » Kamala Marius

- Marius Kamala et Venkatasubramaniam Ganesan, « Exploring urban economic resilience: the case of a leather industrial cluster in Tamil Nadu », document de travail, USR 3330 « Savoirs et Mondes Indiens », SUBURBIN Papers Series 3, <<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01547653>>.
- Marius Kamala, 2016a, *Les Inégalités de genre en Inde, regard au prisme des études féministes postcoloniales*, Paris, Karthala.
- Marius Kamala, 2016b, « Les inégalités de genre en Inde », *Géococonfluences*, <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informationsscientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-etespaces/corpus-documentaire/inegalites-genre-inde>>.
- Marius-Gnanou Kamala, 2014, « Mondialisation, activités économiques et nouveaux rapports de genre : des exemples en Inde du Sud », in Groupe Femmagh, *Les Aléas des genres : conflits, négociations, recompositions*, Casablanca/Paris, LeFennec/Karthala.
- Palomares Elise et Testenoire Armelle (dir.), 2010, *Prismes féministes, qu'est-ce que l'intersectionnalité*, Paris, L'Harmattan.
- Sassen Saskia, 2005, « Restructuration économique mondiale et femmes migrantes : nouveaux espaces stratégiques de transformation des rapports et identités de genre », in Verschuur C. et Reysoo F. (dir.), « Genre et nouvelles division internationales du travail et migrations », *Cahiers genre et développement*, n° 5, p. 103-115.
- OCDE, 2014, *Études économiques de l'OCDE*, Inde.
- Verschuur Christine et Reysoo Fenneke (dir.), 2003, « Genre, pouvoirs et justice sociale », *Cahiers genre et développement*, n° 4.
- Vershuur Christine, Guérin Isabelle et Guétat-Bernard Hélène (dir.), 2015, *Sous le développement, le genre*, Paris, IRD éditions.